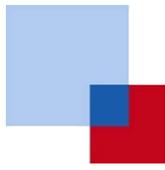


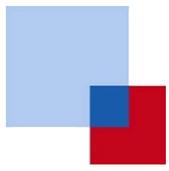
Douala mai 2007

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

CONTRÔLE HIERARCHISE ET CONTRÔLE ALLEGE EN PARTENARIAT DES DEPENSES PUBLIQUES



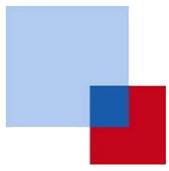
- **Présentation du projet de rénovation du contrôle de la dépense**
- **La méthodologie du contrôle hiérarchisé**
- **La méthodologie de la démarche partenariale**



- **Présentation du projet de rénovation du contrôle de la dépense**
 - ✓ Les objectifs poursuivis par le projet
 - ✓ Distinction de la démarche du contrôle hiérarchisé et de celle du contrôle partenarial

- **La méthodologie du contrôle hiérarchisé**

- **La méthodologie de la démarche partenariale**



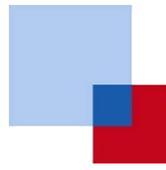
➤ Des formules de contrôles plus efficaces :

✓ des contrôles recentrés sur les vrais risques et enjeux

- par un contrôle renforcé sur les dépenses risquées et à enjeux...
- ... et un contrôle proportionné en fonction de l'importance des risques et des enjeux pour les autres dépenses

✓ des contrôles complémentaires à ceux du gestionnaire

- réduction ou suppression des contrôles redondants entre le gestionnaire et le comptable
- en revanche, maintien des contrôles quand les risques ne sont pas maîtrisés



➤ Des formules de contrôles plus responsabilisantes :

✓ plus de personnalisation :

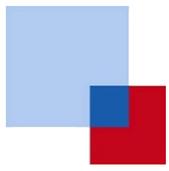
- actuellement dispositif fondé sur des contrôles identiques a priori et exercés exhaustivement
- à l'avenir reconnaissance des bonnes pratiques des gestionnaires par une modulation des contrôles

✓ plus de confiance :

- dorénavant le contrôle par sondage est la règle le contrôle exhaustif l'exception
- mais réversibilité du dispositif en cas de défaillance

✓ plus de prévention:

- par des restitutions régulières sur les résultats des contrôles
- par un diagnostic sur les causes des risques



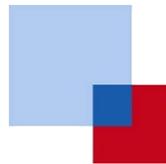
➤ **Des procédures mieux maîtrisées et plus fluides :**

✓ **des procédures mieux maîtrisées :**

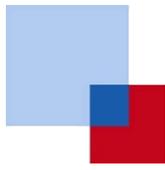
- définir en commun des guides de procédures
- évaluer en commun l'efficacité du dispositif de contrôle interne

✓ **un paiement plus rapide en raison :**

- de l'allègement des contrôles sur les dépenses sans risques et sans enjeux
- de la mobilisation des moyens sur les dépenses les plus complexes



	Contrôle Hiérarchisé	Contrôle Partenarial
Buts	Mieux contrôler les dépenses les plus sensibles en terme de risques et d'enjeux	Maîtriser et sécuriser la totalité du circuit de la dépense
Méthode	Contrôle sur pièces en aval du mandatement pour identifier les irrégularités	Contrôle sur place sur la totalité de la chaîne de la dépense pour prévenir les irrégularités et agir sur les causes du risque
Conséquences	Contrôle par sondage <i>a priori</i> et <i>a posteriori</i>	Contrôle <i>a posteriori</i> sur des échantillons limités

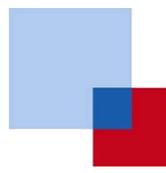


➤ **Présentation du projet de rénovation du contrôle de la dépense**

➤ **La méthodologie du contrôle hiérarchisé**

- ✓ **Une démarche rigoureuse**
- ✓ **Le plan de contrôle**
- ✓ **Les restitutions**
- ✓ **Quelques éléments du bilan des expérimentations**

➤ **La méthodologie de la démarche partenariale**



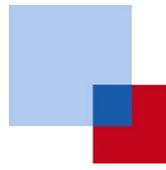
➤ Une hiérarchisation des contrôles maîtrisée

- ✓ pour aucune nature ou montant de dépense la sélectivité des contrôles n'est automatique
- ✓ la possibilité de hiérarchiser les contrôles dépend d'une analyse des risques en deux temps
 - en fonction de la nature de la dépense sont définies les dépenses susceptibles de faire l'objet d'un contrôle hiérarchisé
 - les pratiques des gestionnaires doivent ensuite corroborer la possibilité de hiérarchiser les contrôles

➡ quand les risques sont trop importants un contrôle a priori et exhaustif est maintenu

➤ Une hiérarchisation encadrée par un référentiel

- ✓ le référentiel définit la forme du contrôle pour chaque nature de dépense
- ✓ le référentiel détermine les critères objectifs de hiérarchisation
 - le niveau de risque acceptable : 2 %
 - la taille des échantillons statistiques : varie de 2 à 10 % du nombre d'ordonnances



Référentiel national

Un référentiel national obligatoire :

*liste des dépenses
obligatoirement contrôlées a
priori
et de manière exhaustive*

Un référentiel national indicatif:

*typologie préconisant une
forme de contrôle par sondage
à une
nature de dépense*



*Personnalisation
du référentiel
indicatif
selon les pratiques
de l'ordonnateur*

Plan de contrôle local

. Champ du contrôle :

*taux de sondage,
seuil de contrôle*

. Moment du contrôle :

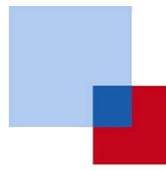
a priori ou a posteriori

. Intensité du contrôle :

renforcée ou allégée

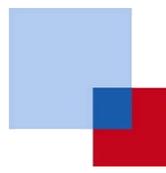
. Périodicité:

*contrôle continu ou
ponctuel
sur l'année*



Ordonnateur (s) concerné (s) : rectorat
Période concernée : 2003

Nature de la dépense	Formes du contrôle				
	Moment a priori/ a posteriori	Echantillon	Périodicité ou nb d'échéances	Intensité (le cas échéant)	Seuils des contrôles
Marchés	A priori	10 %	Continu	1 à 6	Non
Marchés sans formalité et dépenses hors marché	A priori	7 %	Continu	1 à 4	1500 €
Dépenses barémées	A priori ou a posteriori selon la nature de la dépense	5 %	annuelle	1 à 2	100 €
Subventions/ participations de fonctionnement et d'investissement à versement unique	A priori	10 %	Semestrielle ou en 2 échéances	1 à 4	Non



- **Synthèse régulière des résultats du contrôle sous la forme d'un tableau de bord :**
 - ✓ la traçabilité des contrôles permet un recensement de la fréquence, de la nature et du montant de toutes les anomalies

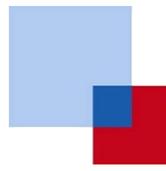
 - ✓ une approche analytique par nature de dépense

- **Un outil de pilotage pour engager un dialogue entre gestionnaire et comptable**
 - ✓ pour formuler un diagnostic sur les bonnes et les mauvaises pratiques

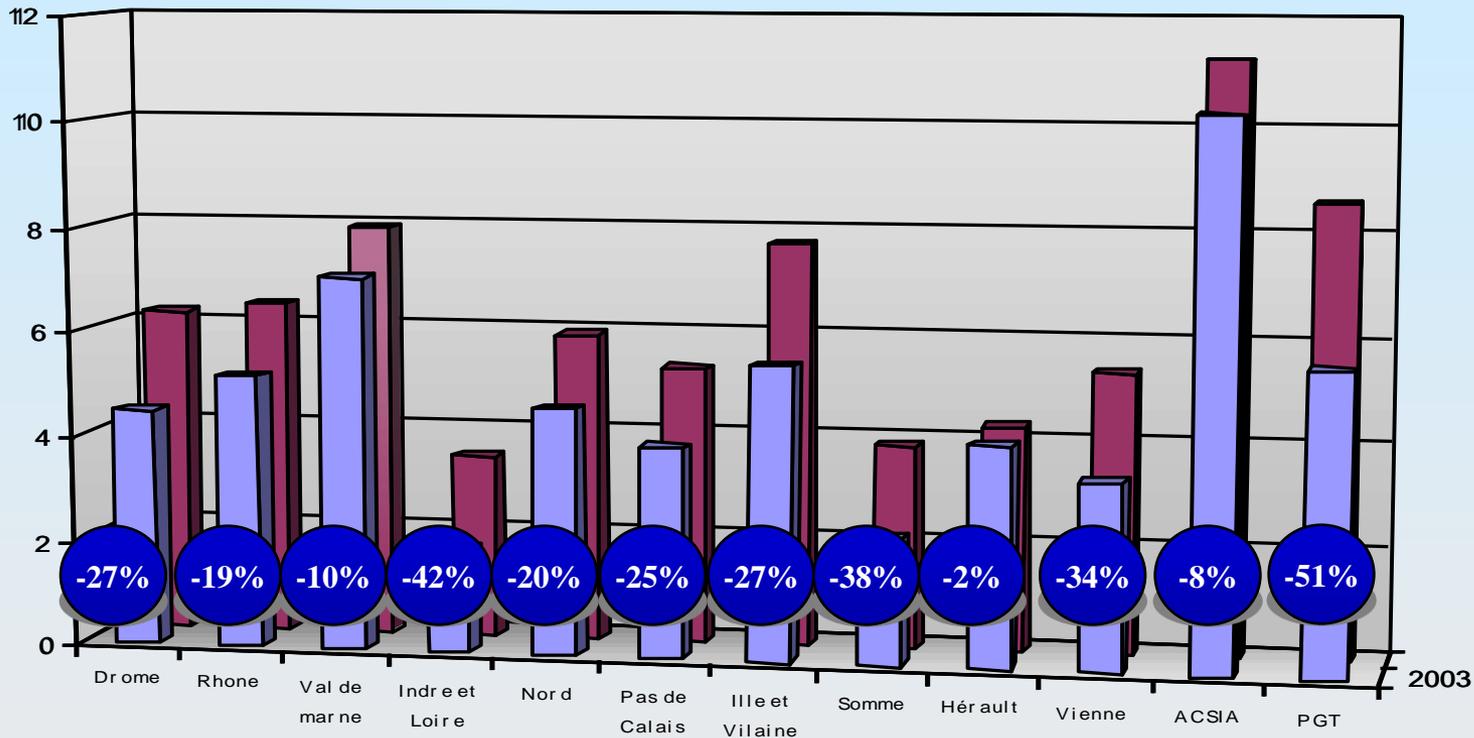
 - ✓ pour identifier les mesures de nature à améliorer les procédures

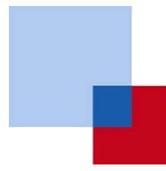
La méthodologie du CHD : les restitutions aux ordonnateurs

CATEGORIE DE DEPENSE	ANOMALIES																				
	Qualité de l'ordonnateur (1)		Contrôles réglementaires (2)				Validité de la créance (3)		Pièces justificatives (4)		Exactitude de la liquidation (5)			Disponibilité des crédits (6)			Imputation budgétaire (7)		Caissier (8)		Autres (9)
M (Inv)	ANOMALIES																				
fonc	Qualité de l'ordonnateur (1)		Contrôles réglementaires (2)				Validité de la créance (3)		Pièces justificatives (4)		Exactitude de la liquidation (5)			Disponibilité des crédits (6)			Imputation budgétaire (7)		Caissier (8)		
PA	1,1	1,2	2,1	2,2	2,3	2,4	3,1	3,2	4,1	4,2	5,1	5,2	5,3	6	7	8,1	8,2				
FO	MARCHES (Investissement; fonctionnement) 10							1	55	80	21					1	1				
DE	Valeur							2419,63	394481,98	435420,86	52228,84						6080,95	4285,			
BA	PAIE 4F/20							4	4		2										
	Valeur		Montant contrôlé : 1 029 682 337,44										672,94				12620,33				
SUB ET PARTICIPATIONS 3F			Nb de mandats contrôlés : 7715										5				50				
Total en	0	0	3	Nb d'anomalies : 258										33159,58				2610874,76			
Total en	0	0	8204	Nb d'anomalies patrimoniales : 130										7		0		2			
			% d'anomalies/mandats contrôlés : 3,34%										80057,20		0		4E+05				
	Montant contrôlé : 1 029 682 337,44		Nb d'anomalies patrimoniales : 130																		
	Nb de mandats contrôlés : 7715		% d'anomalies/mandats contrôlés : 3,34%																		
	Nb d'anomalies : 258		% d'anomalies patrimim/mandats contrôlés : 1,69%																		
	Nb d'anomalies patrimoniales : 130																				
	% d'anomalies/mandats contrôlés : 3,34%																				
	% d'anomalies patrimim/mandats contrôlés : 1,69%																				

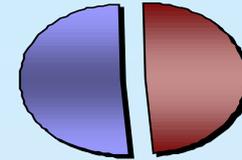
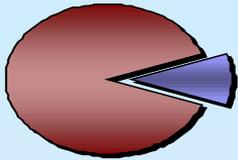


➤ Comparaison des délais de paiement avant et après application du contrôle hiérarchisé en cours d'exercice

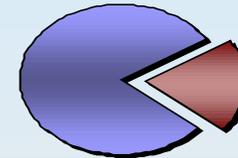
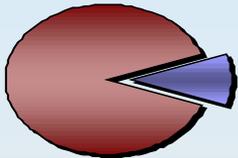




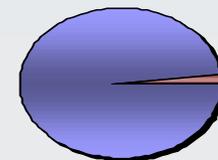
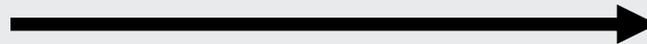
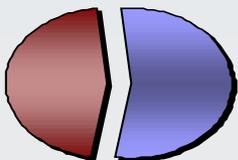
- **Trésorerie Générale de l'Hérault - Direction de la Culture**
Un contrôle de **11%** des actes ... pour un contrôle de **51%**des enjeux

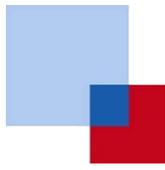


- **Trésorerie Générale d'Ille et Vilaine - Rectorat**
Un contrôle de **10,5%** des actes ... pour un contrôle de **80%**des enjeux



- **D. C. M. - Ministère de l'Intérieur**
Un contrôle de **54%** des actes ... pour un contrôle de **98%**des enjeux

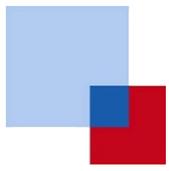




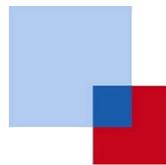
- **Présentation du projet de rénovation du contrôle de la dépense**
- **La méthodologie du contrôle hiérarchisé**

- **La méthodologie de la démarche partenariale**

- ✓ **Caractéristiques de la démarche**
- ✓ **Les modalités de la démarche**
- ✓ **Le bilan des expérimentations**



- **Présentation du projet de rénovation du contrôle de la dépense**
- **La méthodologie du contrôle hiérarchisé**
- **La méthodologie de la démarche partenariale**
 - ✓ **Caractéristiques de la démarche**
 - ✓ **Les modalités de la démarche**
 - ✓ **Le bilan des expérimentations**



➤ La nature de la démarche

- ✓ une démarche volontaire : le partenariat suppose l'accord des parties
- ✓ une démarche conjointe : une évaluation commune de la maîtrise des risques
- ✓ une démarche symétrique: une évaluation de la totalité de la chaîne de la dépense

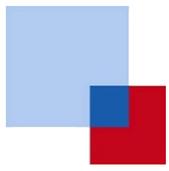
➤ Une démarche adossée à des audits

✓ l'objectif des audits:

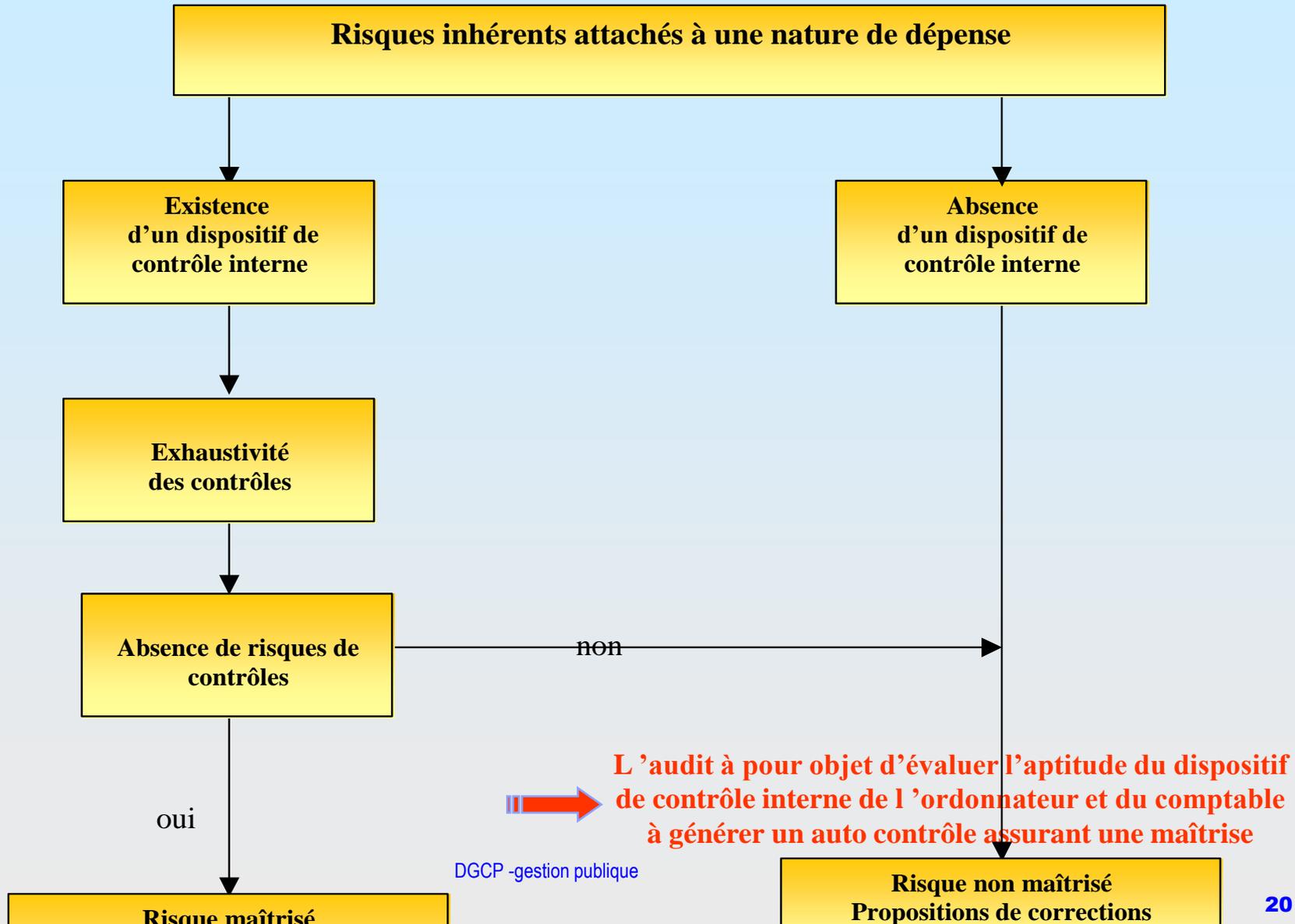
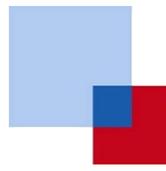
- apprécier l'aptitude du dispositif de contrôle interne à assurer un auto contrôle des opérations
- proposer des recommandations quand des défaillances sont observées
- supprimer les contrôles a priori quand les risques sont maîtrisés

✓ la nature de l'audit

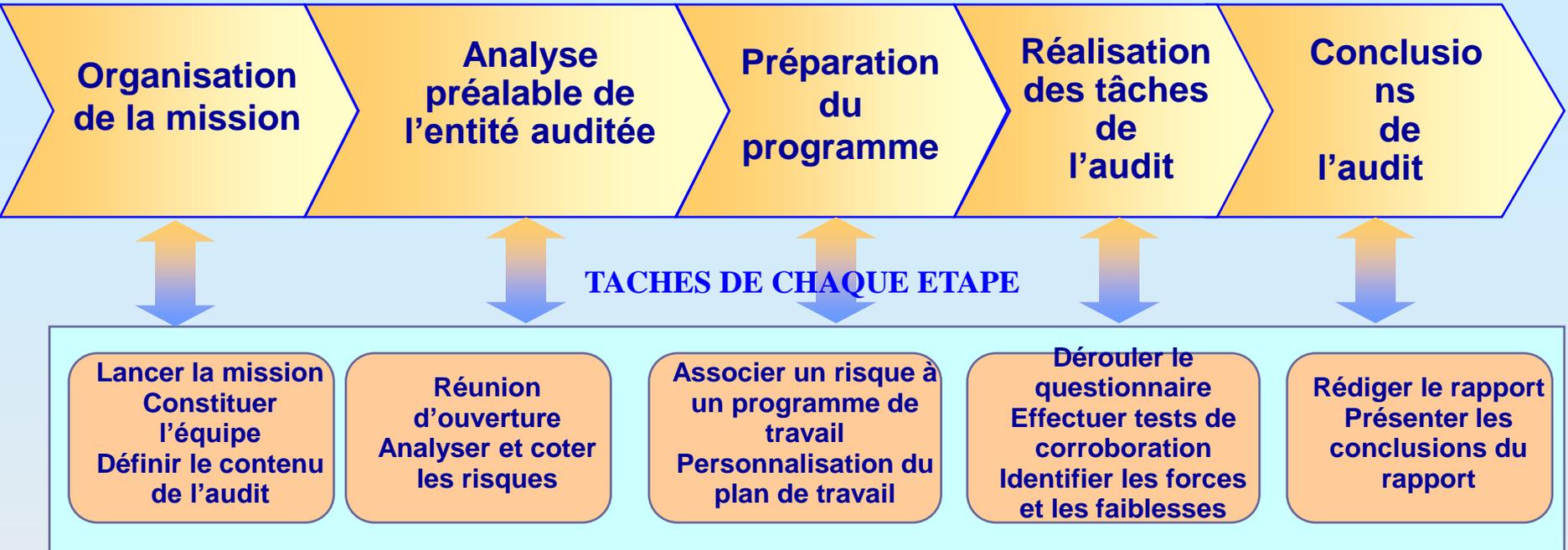
- un audit de procédure et non de performance
- un audit centré sur le fonctionnement du dispositif de contrôle interne



- **Présentation du projet de rénovation du contrôle de la dépense**
- **La méthodologie du contrôle hiérarchisé**
- **La méthodologie de la démarche partenariale**
 - ✓ **Caractéristiques de la démarche**
 - ✓ **Les modalités de la démarche**
 - ✓ **Le bilan des expérimentations**



Démarche méthodologique en cinq étapes



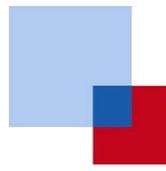
Les supports de travail





**GUIDES D'AUDIT
DE L'ORGANISATION ET DES PROCEDURES
DES SERVICES ORDONNATEURS ET COMPTABLES**

LA PAIE DES AGENTS DE L'ETAT



QUESTIONNAIRE D'AUDIT

Section : paie personnel

Folio 1/

OBJECTIFS DE L'AUDIT

1- SECURISATION DE L'ENVIRONNEMENT ADMINSTRATIF ET INFORMATIQUE

- fonctionnement du dispositif de contrôle interne
- sécurité logique et physique du système d'informations

2- COHERENCE DE L'ORGANISATION RETENUE

- cohérence de l'organigramme fonctionnel
- dispositif de délégation et de remplacement

3- MAITRISE ET RATIONALITE DE LA PROCEDURE

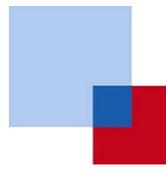
- l'alimentation , le suivi et le contrôle du fichier paie
- maîtrise de la réglementation

4- SUIVI COMPTABLE DES OPERATIONS (SINCERITE BUDGETAIRE ET COMPTABLE)

5- REALITE ET VALIDITE DE LA DETTE

6- EXACTITUDE DE LA LIQUIDATION

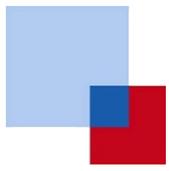
7- CONDITIONS DE PAIEMENT DES DEPENSES (ACQUIT LIBERATOIRE)



Cotation du risque pour la nature de dépense	Conclusions de l'audit
Risque faible	Mise en place du contrôle allégé en partenariat
Risque modéré	Contrôle partenarial suspendu dans l'attente des corrections mentionnées dans le plan d'actions ; possibilité de tenir compte dans le cadre du contrôle hiérarchisé des points forts de l'audit
Risque élevé	Contrôle partenarial écarté ; corrections proposées dans le plan d'actions à valider dans le cadre d'un nouvel audit ; possibilité de tenir compte dans le cadre du contrôle hiérarchisé des points forts de l'audit



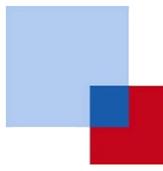
- Examen conjoint des conclusions de l'audit mais indépendance de l'ordonnateur et du comptable quant à la décision finale
- Réversibilité du dispositif en cas d'irrégularités graves et répétées



- **Présentation du projet de rénovation du contrôle de la dépense**

- **La méthodologie du contrôle hiérarchisé**

- **La méthodologie de la démarche partenariale**
 - ✓ **Caractéristiques de la démarche**
 - ✓ **Les modalités de la démarche**
 - ✓ **Le bilan des expérimentations**



- **Un accueil favorable à la démarche...**
 - ✓ **correspond à une demande forte d'appropriation ou de fiabilisation des dispositifs de contrôle interne**
 - ✓ **accompagne les efforts de formalisation des procédures**
 - ✓ **constitue une assistance dans le cadre des projets informatiques**

- **... confirmé par le souhait d'étendre les audits de régularité à un audit de performance**

➤ Les préalables pour réussir la démarche

✓ un ciblage rigoureux des gestionnaires et des dépenses à auditer

- la démarche doit être engagée pour des dépenses dont la qualité du mandatement est tout à fait satisfaisante
- le nombre des gestionnaires concernés doit être limité

✓ L'organisation de la mission doit être soigneusement préparée

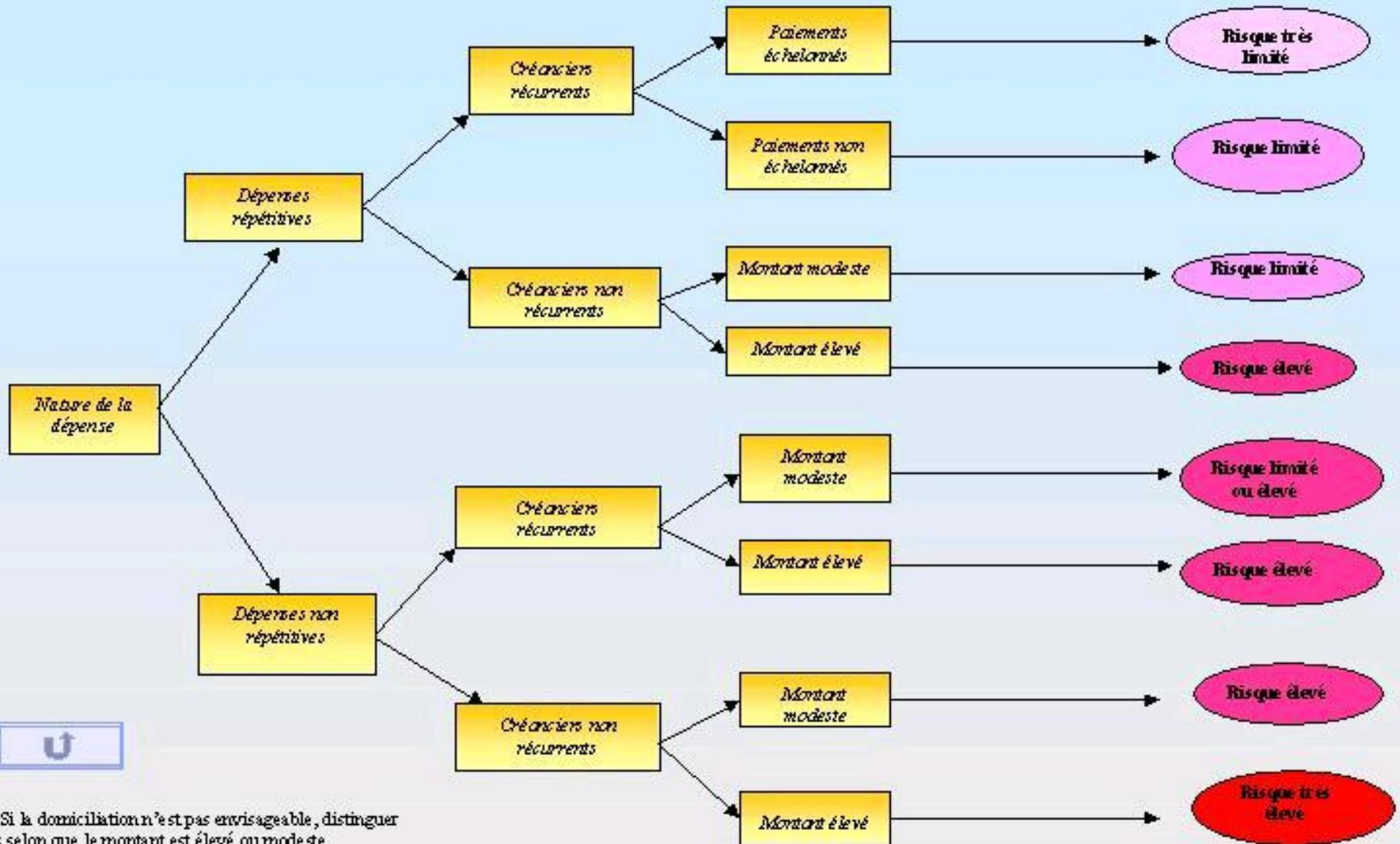
- les services audités doivent adhérer à la démarche
- les auditeurs désignés doivent disposer des compétences et de l'indépendance nécessaires à l'exercice de la mission
- le calendrier et le périmètre de la mission doivent être clairement définis

➤ Les atouts pour le succès de la démarche

- ✓ l'utilisation d'un outil informatique sous la forme d'un PGI est un atout incontestable
- ✓ l'existence d'un guide de procédures facilite le déroulement de l'audit

25 novembre 2003

FIN



(1) Si la domiciliation n'est pas envisageable, distinguer alors selon que le montant est élevé ou modeste.

